

Unité départementale de l'Artois  
Centre Jean Monnet  
Avenue de Paris  
62400 BETHUNE

BETHUNE, le **09 JAN. 2023**

**Rapport de l'Inspection des installations classées**  
Visite d'inspection du 12/04/2022

**Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**VANDEMOORTELE**

Le Haut Montigné  
35370 TORCE

Références : B1-006-2023  
Code AIOT : 0007003919

**1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/04/2022 dans l'établissement VANDEMOORTELE implanté Zone Actiparc Allée des Atrébates 62223 ATHIES. L'inspection a été annoncée le 12/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection a eu lieu à l'occasion d'un contrôle inopiné effectué au niveau des tours aéro-réfrigérantes du site

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PANAVI
- Zone Actiparc Allée des Atrébates 62223 ATHIES
- Code AIOT : 0007003919
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société VANDEMOORTELE (ex PANAVI) exerce à Athies depuis 2009, une activité de préparation et de fabrication de pains précuits surgelés. Son effectif est de 50 personnes. Elle est une filiale du groupe belge Vandemoortele. Présent dans 12 pays d'Europe, le groupe Vandemoortele compte 5000 travailleurs.

Le site est soumis à autorisation au titre de la rubrique suivante :

4735 : Ammoniac

Le site est soumis à enregistrement au titre des rubriques suivantes :

2220 (préparation ou conservation de produits alimentaires d'origines végétales)

2921 (Refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air (installations de) lorsque l'installation est du type « circuit primaire fermé »)

Il est autorisé par arrêté préfectoral en date du 2 avril 2009 modifié par arrêtés préfectoraux complémentaires du 7 décembre 2012 et du 25 juin 2015.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Surveillance des Tours Aéro-réfrigérantes

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Produits chimiques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Article 9	/	Sans objet
2	Produits chimiques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Article 22	/	Sans objet
3	Surveillance de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Article 26	/	Sans objet
4	Surveillance des émissions	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article Article 1	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les prescriptions contrôlées ne mettent pas en évidence de non conformités.  
Par ailleurs les analyses des prélèvements sont conformes au cadre réglementaire (rapport DEKRA N° d8609380/2201 - 1/ 1 M00 du 25/04/2022)

## 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Article 9
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Identification
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. [...]
<b>Constats :</b> Les produits utilisés dans le cadre de l'exploitation des TAR sont : - SPECTRUS NX 1422 - SPECTRUS NX 1164  L'exploitant a produit les fiches des données de sécurité des produits mentionnés ci-dessus..
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Article 22
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Stockage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.  Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.  Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : - dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; - dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.
<b>Constats :</b> Le stockage des produits dédiés à l'exploitation des TAR a été modifié. Désormais, ceux ci sont contenus dans des réservoirs de plus grande capacité et dotés d'une double enveloppe.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Surveillance de l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Article 26
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entretien préventif
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Article 26 de l'arrêté du 14 décembre 2013</p> <p>1. Entretien préventif et surveillance de l'installation 3. Surveillance de l'installation</p> <p>a) Fréquence des prélèvements en vue de l'analyse de la concentration en Legionella pneumophila</p> <p>La fréquence des prélèvements et analyses des Legionella pneumophila est au minimum mensuelle pendant la période de fonctionnement de l'installation. Ces prélèvements sont effectués selon la norme NF T90-431 [...]</p> <p>b) Modalités de prélèvements en vue de l'analyse des légionelles</p> <p>[...]</p> <p>Ce point de prélèvement, repéré sur l'installation par un marquage, est fixé sous la responsabilité de l'exploitant. Il doit permettre la comparaison entre les résultats de plusieurs analyses successives.</p> <p><b>Constats :</b> a) La consultation de l'outil GIDAF laisse apparaître que, depuis le début de l'année, l'exploitant analyse la qualité de l'eau des tours aéroréfrigérantes à une fréquence mensuelle. La norme utilisée pour ces analyses est la norme NF T90-431</p> <p>b) Les points de prélèvement associés aux tours sont repérés par une pancarte permettant de les identifier correctement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Surveillance des émissions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article Article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, surveillance des émissions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
<b>Constats :</b> L'article 26-3-e) de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux installations soumises à enregistrement pour la rubrique 2921 impose à l'exploitant la transmission des analyses de la qualité de l'eau des tours aéroréfrigérantes à l'inspection des installations classées.  Il a été constaté, via l'outil information GIDAF mis en place par le ministère, que l'exploitant a bien effectué sa télédéclaration pour la qualité de l'eau des tours aéroréfrigérantes depuis le début de l'année. La prescription réglementaire est donc respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet